

**UNIVERSITE JESUITE (CERAP/UJ)**

|  |
| --- |
| Année académique : 2020 -2021  **LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION**  ***OPTION : ECONOMIE QUANTITATIVE***  ***MINI MEMOIRE***  **LES EFFETS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D’IVOIRE** |
|  |
|  |
|  |

**Encadreur:**

**Dr. N’DA Christian**

**Présenté par :**

**SADIA EMMANUEL JOSIAS**

# 

# DEDICACES

« Je dédie ce travail à tous les membres de la famille SADIA, mes parents qui m’ont toujours soutenu et à mon frère Thomas Molina »

# REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mini-mémoire de fin de cycle de licence n’aurait pu aboutir sans le soutien et l’implication de nombreuses personnes.

Nous tenons à remercier l’Administration du CERAP pour le cadre académique propice à l’acquisition de nouvelles connaissances qui nous a été offert au cours de ces trois années. Un remerciement particulier à l’égard de notre Directeur de Département, le Docteur Abel N’DJOMON pour les conseils et toute l’assistance accordée.

Nous tenons à exprimer une profonde gratitude au Docteur ADJAGBE et au Docteur N’DA, notre directeur de mémoire, pour son soutien, sa disponibilité dans le cadre de l’élaboration de ce document. Un profond remerciement au Docteur MOUSSA pour les conseils procurés aussi bien durant le stage qu’en dehors de celui-ci. Nos remerciements vont également à l’endroit de Mr YOBOUET et tous les doctorants de l’Université Alassane Ouattara de Bouaké pour l’accompagnement dans la rédaction de ce travail.

Nos remerciements vont également à l’égard de tous les amis et compagnons de parcours de licence d’économie pour la fraternité et l’assistance mutuelle. Une pensée particulière au délégué de classe TUHOKizito, mes voisines KEIMADJI, N’dilabaye, YAO Priscille et KADJE.

Nous ne saurions terminer sans remercier les parents pour les sacrifices consentis au cours de ces années. Un grand merci à Majesté SADIA et Jean-Yves SADIA.

# SOMMAIRE

[DEDICACES i](#_Toc72144225)

[REMERCIEMENTS ii](#_Toc72144226)

[SOMMAIRE iii](#_Toc72144227)

[LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX iv](#_Toc72144228)

[**LISTE DES GRAPHIQUES iv**](#_Toc72144229)

[**LISTE DES TABLEAUX iv**](#_Toc72144230)

[SIGLES ET ABRIEVIATIONS v](#_Toc72144231)

[RESUME vi](#_Toc72144232)

[ABSTRACT vi](#_Toc72144233)

[INTRODUCTION 1](#_Toc72144234)

[PREMIERE PARTIE: CONCEPTUALISATIONDE L’ETUDE: PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE, FAITS STYLISES ET LES FONDEMENTS THEORIQUES 4](#_Toc72144235)

[CHAPITRE1 : PRESENTATION DE L’ENTREPRISE ET FAITS STYLISES PORTANT SUR LA CROISSANCE ET LA DETTE EXTERIEURE 5](#_Toc72144236)

[SECTION 1: PRESENTATION DE L’INSTITUTION D’ACCEUIL 5](#_Toc72144237)

[SECTION2: DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE : CONCEPTS ET EVOLUTION DES DIFFERENTES VARIABLES 6](#_Toc72144244)

[CHAPITRE 2: REVUE DE LITTERATURE 12](#_Toc72144260)

[Section 1: Revue de littérature théorique 12](#_Toc72144261)

[Section 2: Revue de littérature empirique 15](#_Toc72144265)

[DEUXIEME PARTIE: ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D’IVOIRE 19](#_Toc72144266)

[CHAPITRE 3: DONNES DE L’ETUDE ET METHODOLOGIE 20](#_Toc72144267)

[SECTION 1 : PRESENTATION DES VARIABLES ET SOURCE DES DONNEES 20](#_Toc72144268)

[SECTION 2: METHODES D’ESTIMATIONS 22](#_Toc72144273)

[CHAPITRE 4: PRESENTATION, ANALYSE ET DISCUSSIONS DES RESULTATS DES TESTS ECONOMETRIQUES 25](#_Toc72144279)

[SECTION 1:TESTS DE DIAGNOSTIC 25](#_Toc72144280)

[SECTION2: PRESENTATION, INTERPRETATION DES RESULTATS ET DISCUSSIONS 29](#_Toc72144287)

[CONCLUSION GENERALE 36](#_Toc72144293)

[Bibliographie 37](#_Toc72144294)

[ANNEXES 38](file:///C:\Users\HP\Desktop\Minimémoire%20V4.docx#_Toc72144295)

# LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux croissance économique de la Côte d’Ivoire de 1960 à 2018

Graphique 2 : Evolution du stock de la dette extérieure rapportée au PIB de 1970 à 2018

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Tableau de la statistique descriptive

Tableau 2 : Tableau de la matrice de corrélation

Tableau 3 : Résultats des tests de stationnarité

Tableau 4 : Résultats des tests des résidus

Tableau 5 : Résultat du test de cointégration

Tableau 6 : Résultats des estimations de court terme du modèle 1

Tableau 7 : Résultats des estimations de long terme du modèle 1

Tableau 8 :Résultats des estimations de court terme du modèle 2

Tableau 9 :Résultats des estimations de court terme du modèle 2

Tableau 10 : Résultats des estimations de court terme du modèle 3

Tableau 11 : dynamique de long terme du modèle 3

# SIGLES ET ABRIEVIATIONS

**CNUCED** : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

**CAISTAB** : Caisse de Stabilisations des Prix

**PIB**: Produit Intérieur Brut

**PAS**: Programme d’Ajustement Structurel

**PRI**: Pays à Revenu Intermédiaires

**CEDEAO:** Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest

**CEMAC:**Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale

**CEEAC :** Communauté Economique des Etats de l’Afrique Centrale

**PPTE:**Pays Pauvres Très Endettés

**UEMOA:**Union Economique et Monétaire des Etats de l’Afrique de l’Ouest

**PND:**Programme National de Développement

**INS:**Institut National de la Statistique

**CAE-INS:**Cellule d’Analyse Economique de l’INS

**FMI:**Fond Monétaire International

**VAR:**Vecteur Auto Régressif

**MENA:** Middle East and North Africa

**MMG:**Moments Moyens Généralisés

**ARDL :** Autogressivedistributed lag

# RESUME

L’objectif de ce travail est d’étudier les effets de la dette publique extérieure sur la croissance économique en Côte d’Ivoire. De manière spécifique, il nous incombait de vérifier si la dette avait un effet négatif sur la croissance et le canal par lequel cette variable influe sur la croissance. Pour atteindre ces objectifs, nous avons utilisé un modèle ARDL sur les données de la période 1970-2018 provenant de la base WDI (2019). Les résultats de nos modèles indiquent que la dette extérieure agit négativement sur la croissance économique aussi bien à court qu’à long terme. Ainsi lorsque la dette extérieure augmente de 1%, la croissance économique baisse de 0,22% et 0,28% respectivement sur le court et le long terme. Après avoir introduit des variables d’interactions dans notre modèle, l’on est arrivé à la conclusion que la dette extérieure pourrait agir sur la croissance économique positivement au travers de l’investissement. Toutefois ce résultat n’est que de court terme et impactera négativement à long terme la croissance économique.

Mots clés : Dette publique extérieure, Croissance économique, modèle ARDL

# ABSTRACT

The objective of this work is to study the effect of external public debt on economic growth in Côte d’Ivoire. Specially, we tried to verify whether the debt had a negative effect on growth and the channel through which this variable influences growth. To achieve these objectives, we used an ARDL model based on data from the 1970-2018 periods from the WDI database (2019). The results of our models indicate that the external debt has a negative impact on economic growth in both the short and long term. Thus when external debt increases by 1%, the GDP per capita decreases by 0.22% and 0.28% respectively in the short and long term.

After introducing interaction variables into the model, it was concluded that external debt could positively impact growth through investment. However, it is a short-term effect and in long-term, the impact will be negative.

Keys words: External public debt, Economic growth, ARDL model

# INTRODUCTION

Plus de 60 ans après leurs indépendances, les pays africains sont toujours à la traine et sont classés parmi les plus pauvres et avec les indices de développement assez faibleset cela malgré les énormes ressources naturelles et potentiels dont ils disposent (Rapport PNUD 2018). À cet effet, diverses initiatives et politiques ont été prises afin de stimuler la croissance économique dans ces différents pays. .Au regard de la littérature économique, plusieurs facteurs peuvent influencer la croissance économique. La théorie classique enseigne que l’ouverture commerciale agit positivement sur la croissance économique au travers des théories de l’avantage absolu (Smith, 1776) et l’avantage comparatif (1817) chez Ricardo .L’approche malthusienne (Malthus,1798) quant à elle identifie la population comme une variable ayant une incidence négative sur la croissance et les théories keynésiennes mettront en exergue le rôle que pouvaient jouer les puissances publiques au travers des politiques budgétaires et monétaires.

C’est ainsi que certaines des mesures prises par les Etats africains consistaient en une ouverture commerciale comme l’aurait préconisé la théorie classique, une maitrise du taux d’inflation et celui de la croissance démographique (Malthus, 1798), la promotion des investissements directs étrangers afin d’augmenter l’épargne nationale et investir davantage dans l’économie. Ces politiques n’ont cependant pas eu les résultats escomptés d’où le recours à la politique de l’emprunt étranger. Une politique qui, selon Keynes (1936) pourrait stimuler la croissance économique. Ces emprunts permettraient aux pays débiteurs de combler les écarts entre l’épargne intérieure et l’investissement, de réduire les contraintes imposées à la croissance par des réserves de devises insuffisantes, d’influer sur le profil temporel de la consommation et de financer les déficits provisoires de la balance des paiements(Williamson et Milner, 1991).Epousant l’idée de recourir à l’emprunt étranger pour financer leur développement, les États africains se sont alors endettés auprès des institutions internationales et les multinationales afin d’avoir les ressources financières nécessaires pour mener à bien leurs politiques économiques. C’est ainsi que le ratio dette / PIB des pays d’Afrique subsaharienne par exemple est passé de 17,7% en 1970 à 44% en moyenne sur la période 1980-1989; ce taux d’endettement a continué d’augmenter pour atteindre 67,6% en 1990 puis baisser à 63,7% sur la période 2000-2002(Rapport CNUCED, 2004).

Toutefois, au regard de la crise d’endettement des années 1980, il semble qu’un certain niveau d’endettement aurait des effets pervers sur l’économie contractante et le bien-être de sa population. L’histoire nous montre que des pays d’Europe comme la Grèce, le Portugal ou l’Italie ont connu une crise d’endettement ayant des retombées sociales et économiques graves (Gorea et Radev, 2014 ; Lane, 2012). Bon nombre de pays africains ont rencontré une situation semblable, chose à laquelle la Côte d’Ivoire ne fera exception durant la décennie 1980-1990. Ainsi, malgré les recettes issues du commerce du binôme café-cacao, le taux de croissance du PIB est passé de 10,91% en 1978 à -10,97% en 1980 et -1,1% en 1990 (WDI, 2020). La décennie 1980-1990, aura été d’autant plus difficile pour les finances publiques qu’elle a nécessité un PAS (Programme d’Ajustement Structurel) avec l’appui des institutions de Brettons-Woods (Yapo, 2002).

Face à cette situation, plusieurs travaux ont été effectués pour évaluer les effets de la dette publique sur la croissance économique dont ceux de Yapo (2002) afin d’étudier les déterminant de l’endettement en Côte d’Ivoire, Patillo et al (2002, 2004), Agbékonou et Kébalo (2019), pour les États de la CEDEAO, Christophe et al. (2019) pour les pays de la CEEAC, Ali (2012) pour la zone CEMAC. Ces différentes études décèlent une relation non linéaire entre la dette publique et un seuil d’endettement au-delà duquel la dette agit négativement sur la croissance. De plus, voyant la dette devenant de plus en plus lourde, certains pays Africains ont recouru à l’initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) dont l’objectif est l’allègement de la dette. C’est ainsi que le 30 juin 2012, la Côte d’Ivoire a atteint un point d’achèvement de l’initiative PPTE qui a permis un allègement de 60% de sa dette car étant en situation de surendettement.

Cependant, l’on peut noter une augmentation de la dette publique ivoirienne depuis 2012(Direction de la Dette Publique et des Dons). En effet, cette augmentation semble être le reflet des différents travaux entrepris dans le cadre de la relance post-crise électorale de 2010 et du vaste programme d’investissement public inscrit au PND (2016-2020). L’encours de la dette ivoirienne qui était d’environ 5800 milliards en 2012 est passé de 7 914,8 milliards en 2015 à 13 300,2 milliards de FCFA en 2019.À cela s’ajoute un service de la dette de plus en plus élevé (2561,7milliards de F CFA) en 2019. Comparativement à cela, l’on peut noter une baisse du taux de croissance passant de 10,71% à 6,85% de 2012 à 2019, soit une baisse de 3,85%. On peut constater que pendant qu’il y a une hausse du taux d’endettement publique, on note une baisse du taux de croissance économique.

Face à cette évolution du niveau de la dette publique et à l’objectif de prospérité économique, il s’avère important de déceler les liens pouvant exister entre la dette publique ivoirienne et sa croissance économique. La question qui se dégage de cette étude pourrait être formulée de la manière suivante : Quelle est l’influence de la dette publique sur la croissance économique ?

De cette question principale découle les questions subsidiaires suivantes :

* Quel est l’effet de la dette publique sur la croissance économique de la Côte d’Ivoire ?
* Quel serait le mécanisme par lequel la dette extérieure influence la croissance ?

Notre travail se donne pour objectif général, d’analyser les effets de la dette publique sur la croissance économique en Côte d’Ivoire.

De façon spécifique, il s’agira de:

* Évaluer les effets de la dette publique sur la croissance économique
* Identifier les canaux par lesquels la dette extérieure influence la croissance économique

Les hypothèses qui découlent de ces hypothèses sont les suivantes :

* La dette publique influence négativement la croissance économique
* La dette extérieure exerce un effet positif sur la croissance économique par le canal de l’investissement

Le présent travail s’inscrit dans la continuité des débats relatifs à la relation entre la dette publique et la croissance économique.et le choix de ce thème motivé par plusieurs intérêts. Premièrement, l’on constate que les États africains en général et la Côte d’ Ivoire en particulier continuent de s’endetter davantage au près des institutions financières internationales dans le but de soutenir la croissance économique. À cet effet, il serait important de jeter un regard critique sur les effets de la dette publique sur la croissance économique. Le deuxième motif réside dans le fait qu’il est judicieux de déterminer le canal par lequel la dette extérieure peut influencer positivement la croissance économique.

L’organisation de ce travail se fera en deux parties. La première partie concerne la présentation de l’étude et consiste à présenter au chapitre premier l’entreprise et les faits stylisés puis à présenter la revue de littérature dans le second chapitre. La deuxième partie du travail porte sur l’étude empirique de notre sujet. Elle consiste à présenter la méthodologie et analyser les données dans le troisième chapitre et de consacrer le quatrième chapitre à l’interprétation des résultats obtenus.

# 

# PREMIERE PARTIE: CONCEPTUALISATIONDE L’ETUDE: PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE, FAITS STYLISES ET LES FONDEMENTS THEORIQUES

La première partie de notre travail se subdivise en deux chapitres. Dans le premier chapitre, il s’agira de présenter d’abord l’entreprise d’accueil (INS) puis passer à la présentation des faits stylisés. Dans le second chapitre, il s’agira de présenter la revue de littérature relative aux effets de la dette sur la croissance économique. Cette revue concernera en premier lieu les théories économiques puis dans un second temps les travaux empiriques effectués.

# 

# CHAPITRE1 : PRESENTATION DE L’ENTREPRISE ET FAITS STYLISES PORTANT SUR LA CROISSANCE ET LA DETTE EXTERIEURE

Il s’agira dans ce chapitre de présenter dans un premier temps l’institution d’accueil qu’est l’INS et dans un second temps les faits stylisés.

# SECTION 1:PRESENTATION DE L’INSTITUTION D’ACCEUIL

Dans cette section, nous présenterons dans un premier temps l’Institut National de la Statistique (INS) puis présenterons la Cellule d’Analyse économique (CAE).

# Présentation de l’Institut National de la Statistique (INS)

L’Institut National des Statistiques (INS) a été créé comme société d’Etat par le décret No 96.975 du 18 décembre 1996 portant transformation de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Institut national de la Statistique » en société d'État. Son actuel Directeur est Mr. Doffou N’Guessan Gabriel.

## Organisation de l’INS

L’Institut national de la statistique est administré par un conseil d’administration composé de 3 à 6 membres et doté d'une direction générale chargée de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration. Elle est contrôlée par deux commissaires agréés qui ont pour mission permanente de vérifier les documents, livres et valeurs de la société, et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux, des informations données dans les rapports du conseil d'administration.

## Les objectifs de l’INS

L’INS est une structure rattachée au ministère du plan et du développement dont la mission est de fournir les données statistiques. À cet effet, elle élabore les comptes nationaux et la centrale des bilans, les programmes annuels et pluriannuels des recensements et enquêtes

Au plan national, elle assure la cohérence et la centralisation puis la synthèse et la diffusion de l’ensemble des données statistiques, économiques et démographiques collectées par les organismes parapublics. Elle réalise également des études socio- économiques à la demande des structures.

# Présentation de la cellule d’analyse économique (CAE)

Il s’agit de présenter la Cellule d’Analyse Economique en faisant l’historique de cette cellule et en énonçant les objectifs qui lui sont assignés.

## La cellule d’analyse économique

L’INS est le leader dans la production des données statistiques en Côte d’Ivoire. Toutefois, force est de constater que les données produites ne faisaient l’objet d’analyses économiques avancées et ne se limitaient qu’à des statistiques descriptives qui n’étaient pas orientées ou pas assez motivées pour la prise de décision.

La Cellule d’Analyse Économique de l’INS est une cellule dont la création fût impulsée par la Direction Générale Adjointe chargée de la Production statistique de l’INS dans le but de pallier ce problème. Sa mission est donc d’insuffler un souffle nouveau au niveau de la valorisation des données et d’influer la sphère décisionnelle au regard de ses rapports. C’est ainsi qu’elle fournit des lettres de politique économique (Policy brief) au plan national. Au plan régional comme national, elle publie des travaux de recherche (Workingpaper) sur des thématiques importantes.

## Objectifs de la cellule d’analyse économique

Le plan de travail de la CAE-INS pour la valorisation des ressources de l’INS s’articule autour de 4 points majeurs que sont la mise en place de :

i. la série de documents de travail de l’INS

ii. la série de fiches méthodologiques de l’INS

iii. la série de documents de politique économique (Policy Brief) de l’INS

iv. La série de publications régionales de l’INS.

# SECTION2:DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE : CONCEPTS ET EVOLUTION DES DIFFERENTES VARIABLES

Dans cette seconde section de ce chapitre, il s’agira de définir les concepts relatifs à la dette dans un premier temps puis de présenter l’évolution de la dette publique extérieure.

# DEFINITION DES CONCEPTS

Cette sous-section consistera en la définition des termes clés et concepts relatifs à la dette.

## La dette publique

La dette publique renvoie à : « l’ensemble des engagements financiers bruts des administrations publiques, à l’exception des crédits commerciaux et des décalages comptables (Maastricht, 1992) ». En d’autres termes, elle désigne l’ensemble des créances, des crédits contractés par les autorités publiques. L’on donnera la dénomination de dette interne ou dette extérieure, selon que le créancier soit résident ou non résident.

## La croissance économique

La croissance économique telle que définie par Perroux (1966) correspond à : Une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes d’un indicateur de dimension, pour la nation, le Produit global net en terme réel (PIB) ». Ainsi, l’on évalue la croissance économique au taux de croissance de la richesse globale produite, soit le Produit Intérieur Brut (PIB).

## Lexique de la dette

Dans sous section, il s’agira de définir quelques termes relatifs à la dette

### Le créancier

Le créancier désigne un organisme ou une entité qui fournit des biens ou services remboursables dans les conditions prévues par un accord de prêt. Il existe plusieurs types de créanciers dont :

* Créanciers bilatéraux: il s’agit de gouvernements
* Créanciers multilatéraux : il s’agit des institutions multilatérales comme le FMI, le Groupe de la Banque Mondiale, le Groupe de la Banque Africaine de Développement.
* Créanciers privés: Ce sont des créanciers qui ne sont ni des gouvernements ni des organismes du secteur public ; il s’agit donc d’investisseurs du secteur privé.

### Encours de la dette

L’encours de la dette ou du crédit est le montant global du crédit en cours, c'est-à-dire le montant total restantà payer au près des créanciers

### Service de la dette

Le service de la dette correspond au montant total que l’emprunteur doit payer par année pour rembourser sa dette. Ce montant ne doit pas être confondu avec la charge de la dette qui ne couvre que le service des intérêts de la dette.

### Restructuration de la dette

C’est la modification des conditions de remboursement de la dette. La restructuration peut prendre la forme d’un rééchelonnement, d’un refinancement, d’une remise de dettes, de conversations de dettes et de remboursement anticipé.

# FAITS STYLISES SUR LA CROISSANCE ET LA DETTE EXTERIEURE

Dans cette sous-section, nous allons présenter les différentes phases d’évolution de la croissance économique ainsi que l’allure de l’évolution de la dette publique extérieure.

## Descriptif de la croissance économique en Côte d’Ivoire

**Graphique 1**:Evolution du taux de croissance du PIB réel

**Source:Auteur,à partir des données de la Banque Mondiale (WDI 2020)**

La Côte d’Ivoire, à l’instar des autres pays africains n’a pas connu une croissance continue au cours du temps mais une croissance marquée par des moments d’expansion économique et des phases de récession économique. C’est ainsi que la croissance ivoirienne peut se subdiviser en 4phases :

### La période du miracle ivoirien: de 1960 à 1977

Cette période est marquée par un niveau de croissance économique assez élevé. On enregistre des taux de croissance qui se situent entre 5 et 15% et s’accroissent en moyenne de 7% par an. Cette belle performance est en majeure partie due au boom des exportations de café, cacao et de bois. La fluorescence de ce secteur attire bon nombre de travailleurs immigrés (maliens et burkinabés) et sera à l’origine de la création d’une caisse de stabilisation des prix (CAISTAB, 1960) dont la mission était de garantir un prix qui profiterait aussi bien aux paysans qu’à l’Etat. Le faîte est atteint lorsque dans les années 1975-1977, les cours mondiaux du cacao triplent et ceux du café quadruplent. Ce renchérissement des caisses nationales fait basculer la Côte d’Ivoire dans la catégorie des Pays à Revenu Intermédiaire(PRI) durant cette période.

### La crise économique et l’ajustement structurel: de 1980 à 1993

Au sortir de la période du miracle ivoirien, la Côte d’Ivoire connaissait une croissance économique fulgurante du fait de la hausse du prix du cacao et du café. Cependant les politiques économiques adéquates pour soutenir cette croissance n’ont pas suivi car la croissance économique était foncièrement basée sur les produits agricoles. C’est cette situation qui fera entrer la Côte d’Ivoire dans une phase de récession. En outre de cela, de grands édifices, structures et entreprises ont été mis sur place et connus sous le vocable « d’éléphants blancs » mais n’étaient pas productifs. Durant cette période, la Côte d’Ivoire a enregistré ses plus piètres performances économiques de toute l’histoire. Le taux de croissance qui était à 12,92% en 1976 a chuté de manière drastique en 1980 avec -10,75%  et restera faible voire négatif jusque 1993. La dépendance de la Côte d'Ivoire vis à vis des cours mondiaux du cacao et la sur-implication de l'État dans l'économie sont les deux facteurs qui ont poussé le pays dans une crise profonde. En effet le cours du Cacao a baissé de 40% sur cette période, le prix du Cacao qui était 3750$ par tonne en 1978 chute pour atteindre environ 1250$ par tonne. La Côte d'Ivoire, afin d’échapper à la banqueroute, va se plier aux contraintes de l'ajustement structurel qui intervint en vue de retour à l’équilibre des économies affaiblies.

### Les crises politiques et militaires: de 1994 à 2011

Au début des années 2000, le pays est secoué par une succession de crises militaires et sociopolitiques ayant des répercutions négatives sur sa croissance économique. Cette crise et l’instabilité qu’elle va créer va véritablement fragiliser l’économie. En effet, le contexte d’insécurité va faire passer le taux de croissance de 7,73% en 1996 à -1,36% en 2000. Avec la crise sociopolitique de 2002, l’on assiste à la fermeture de nombreuses banques et entreprises. Le secteur bancaire se trouve affaibli et par effet de ruissellement influencera négativement sur la croissance économique. Le taux de croissance en 2002 s’est donc établi à -1,67%. A partir de 2004, l’on peut noter un certain renouveau économique bien vrai que lent de l’économie avec le passage de -1,23% à 3,25% de 2004 à 2009. L’économie ivoirienne deviendra de nouveau sujet des effets de la crise poste-électorale de 2010 faisant basculer le taux de croissance à -4,39% en 2011.

### Le renouveau économique : De 2012 à 2018

Depuis la sortie de la crise poste-électorale de 2010-2011, la Côte d’Ivoire connait une croissance remarquable avec un taux de croissance annuel élevé. En 2012, elle a connu une croissance estimée à 2 chiffres (10,10%). Cette croissance a pour source l’augmentation de l’investissement et surtout de l’investissement public qui a eu pour effet d’accroitre la consommation des ménages. En effet, de 489,271 milliards de FCFA en 2011, l’investissement est passé à 2200,651 milliards en 2012 ; De plus, la stabilité politique de l’après post-crise a été un élément catalyseur de cette croissance économique.

## Evolution de la dette publique extérieure en Côte d’Ivoire

1. Evolution des indicateurs de la dette publique extérieure en Côte d’Ivoire

**Graphique 2**:Evolution du stock de la dette publique extérieure en pourcentages du PIB

Au regard du graphique ci-dessus, l’on constate que l’évolution du ratio du stock de la dette extérieure en pourcentages du PIB se scinde deux phases. Il s’agit d’une phase d’endettement allant de 1960 à 1994 dont la période 1987-1994 correspond à un endettement foncièrement excessif et une phase de réduction continue du ratio de la dette. Ainsi sur la période 1987-1994, le ratio d’endettement est passé de 92,05% du PIB à 131,25%. Cette augmentation est le reflet de la crise d’endettement de 1980 qui a impacté négativement les pays en voie en développement notamment la Côte d’Ivoire. En effet, cette crise d’endettement est la résultante de la combinaison de plusieurs chocs exogènes négatifs, une mauvaise gestion économique interne des Etats et des mauvaises décisions de prêt des banques internationales.[[1]](#footnote-2) Afin de résoudre la crise, deux plans ont été adoptés à savoir le plan Baker et le plan Brady. Le premier consistait à accorder de nouveaux financements aux pays en difficultés, chose qui augmentera davantage le stock de la dette. Quatre ans après l’échec du plan Baker (1985), le plan Brady visait à réduire les dettes extérieures en annulant cette dernière.

# CHAPITRE 2:REVUE DE LITTERATURE

Dans cette partie, il s’agira de présenter une revue de littérature théorique d’une part, et d’autre part, une revue de littérature empirique relative à ce thème de recherche.

# Section 1: Revue de littérature théorique

La question des effets de la dette publique sur la croissance économique intéresse aussi bien les hommes politiques que la communauté des économistes. Cette question est toujours restée à la table des discussions. Cependant d’un pan à un autre l’on ressort des conceptions différentes de la relation existante entre la dette publique et la croissance économique d’un pays.

## Point de vue des classiques et néoclassiques

Hoover(1931) disait : «**Heureux sont les jeunes car ils hériteront de la dette nationale »** Une telle affirmation venant de l’ex- président des États-Unis, bien vrai qu’ayant un caractère ironique caricature à la perfection le point de vue de certains économistes. C’est dans cette optique que ces économistes se feront les pourfendeurs des dettes colossales contractées par les États en étalant les potentiels effets négatifs de cette dernière sur la croissance économique.

Pour le courant classique, l’endettement a un effet négatif sur la croissance économique d’une nation car ces derniers l’assimilent à une charge supplémentaire pour les générations à venir .Smith (1759), pour sa part, déconseille un endettement car il aurait des effets pervers sur la croissance nationale. C’est dans ce sens que dans son livre Richesse des nations paru en1776*,* il ajoute que: « le progrès des dettes énormes qui écrasent toutes les grandes nations de l’Europe les ruineront toutes à la longue ». En d’autres termes, l’endettement est nocif dans la mesure où il constitue un moyen de financement de la guerre et en ce sens, il favorise les conflits. En outre, il engendre un risque réel de dépendance vis-à-vis des débiteurs et notamment de fuites de capitaux vers l’étranger, cela conduisant à une baisse de la croissance économique via l’effet d’éviction[[2]](#footnote-3).Say (1799*),* dans la même veine, souligne qu’il faut limiter les emprunts publics parce qu’ils font intervenir le paiement d’intérêts qui, au fil du temps, deviennent une charge supplémentaire pour les générations à venir.

Ricardo (1817) introduit une nouvelle théorie que l’on nomme l’équivalence ricardienne. Selon cette théorie, les agents économiques adapteront leur comportement de consommation et d’investissement aux dettes contractées par les autorités publiques qu’ils considèrent comme des impôts futurs. Ainsi, contrairement à l’approche traditionnelle de la dette publique qui prévoit une augmentation de la consommation du fait de la baisse des impôts. Pour Ricardo, cela n’aurait aucun effet car les agents s’abstiendront de tout changement, car conscients des impôts à venir. Barro (1989*)*, tout comme Ricardo, affirme qu’une politique de déficit budgétaire financée par l’emprunt n’a aucun effet sur l’économie dans la mesure où les agents économiques ne sont pas victimes de l’illusion fiscale.

Nautet et Van Meensel(2011) mettent l’accent particulièrement sur l’éviction des investissements productifs et l’équivalence ricardienne. Ils identifient trois moyens par lesquelles l’augmentation du volume de la dette influence négativement la croissance économique. D’abord, une hausse de la dette publique entraîne une baisse du volume de la recette nationale et induit une hausse du niveau du taux d’intérêt. Cette hausse conduit à une chute de l’investissement et un ralentissement du stock de capital. Ensuite, un haut niveau d’endettement implique des plus fortes charges en termes d’intérêts, ce qui comprimera les dépenses publiques productives. Enfin, la dette publique pourrait nuire à l’économie en conduisant à une augmentation de l’inflation anticipée.

Au regard de l’analyse classique, la dette publique agit négativement sur la croissance économique par le biais de l’effet d’éviction qui pourrait en découler. Elle pourrait créer une « ménages. Cependant, d’autres analyses mettent en avant un point de vue différent.

## Le point de vue des keynésiens et néo-keynésiens

Selon la théorie keynésienne traditionnelle de l’évolution conjoncturelle de 1936 déterminée par la demande, l’augmentation de la dette publique a un effet positif sur la croissance économique du pays. Une telle affirmation s’explique par le fait que la dépense publique est un vecteur essentiel de croissance économique du fait des nouveaux investissements qu’elle engendre. En effet, l’investissement supplémentaire tel qu’étayé par Domar (1947) aura deux effets que sont : l’effet revenu et l’effet capacité. L’effet revenu dans la mesure où cet investissement constituera une demande supplémentaire à court terme qui via le principe du multiplicateur engendrera des revenus supplémentaires et à long terme augmentera la capacité de production.

Musgrave dansThe Theory of Public Finance de 1959 a créé une classification des raisons d’être de l’intervention publique. Il distingue ainsi trois grandes fonctions économiques de l’État à savoir la fonction d’allocation des ressources, la fonction de redistribution des ressources et celle de stabilisation de la conjoncture. Ainsi les politiques de relance menées par les autorités économiques se faisant grâce à l’emprunt étranger trouvent leur légitimité et s’inscrivent dans la fonction de stabilisation de la conjoncture de l’Etat.

Barro (1990) met l’accent sur le capital public comme étant un élément clé qui stimule la croissance économique. Selon Barro, les dépenses publiques en infrastructures permettent de soutenir la croissance économique et appuie les activités du secteur privé

## Politiques alternatives

Face aux effets de l’endettement sur la croissance économique encore non maitrisés et ne faisant l’unanimité, certains économistes se pencheront pour une politique d’équilibre budgétaire. Le principe de l’équilibre budgétaire est un concept qui renvoie à la nécessité d’équilibrer les comptes de manière à éviter la présence de déficit dans le budget de l’État. C’est ainsi que Buchanan et Wagner (1977) se font les défenseurs d’une politique d’équilibre budgétaire. Loin d’adopter une politique d’équilibre budgétaire, les travaux de Krugman (1988), Sachs (1989) et Cohen (1992) ont donné naissance à la théorie de du (Debt Overhang) ou de la dette excessive. Selon cette théorie, la dette extérieure n’est nuisible que lorsqu’elle atteint un certain seuil.

Nous pouvons donc retenir qu'au regard de la pensée économique, les points de vue divergent sur la question des effets de la dette publique sur la croissance économique. La dette publique est ainsi vue par le courant classique et néoclassique comme étant un frein à la croissance pour certains et comme étant inefficace pour d’autres auteurs comme Ricardo. Les keynésiens, quant à eux, louent les mérites de la dette car permettant d'investir davantage dans les infrastructures publics (Barro R, 1990) ou dans l’éducation (Lucas, 1988).

# Section 2: Revue de littérature empirique

Les effets de la dette sur la croissance économique, théoriquement, objet de controverse, ont été traité empiriquement par plusieurs économistes. D’aucuns chercheront à déterminer les relations pouvant exister entre ces deux variables économiques et d’autres un seuil optimal au-delà duquel la dette publique pourrait être nuisible à la croissance économique.

Ben Ltaief (2014) afin d’étudier l’impact de la dette publique sur la croissance économique analyse un échantillon de 35 pays issus de la zone euro, l’Union Européenne et des pays avancés différenciés par leur ratio de dette sur le PIB. L’étude menée de 2006-2013, se faisant grâce à la méthode des moments généralisés en panel dynamique de Blond et Blundell (1998), note un effet négatif de la dette sur la croissance au-delà du seuil recommandé au traité de Maastricht (7 février 1992). Par ailleurs, pour des économies ayant une bonne maîtrise de leur ratio d’endettement, l’étude montre des effets positifs qui se font ressentir sur l’économie. Dès lors la maîtrise du ratio d’endettement semble être la bonne attitude à adopter afin de faire de celui-ci un facteur de croissance et non une pierre d’achoppement.

D’autres études de la même portée que celle de Ben Ltaief sont faites sur l’économie du Nigeria (Ibi et al. 2014) et de la Tunisie (Samir.2014) afin d’analyser les impacts de l’encours de la dette extérieure sur la croissance économique de ces différents pays .Samir (2014), en utilisant un modèle autorégressif à retards échelonnés sur des données annuelles de la période 1970-2010, trouve des effets négatifs de l’encours de la dette sur la croissance économique à court terme et à long terme. Cependant, Ibi et al (2014) quant à eux, utilisent un modèle économétrique en données de série chronologiques avec un vecteur Auto régressif (VAR). Ils arrivent à la conclusion que le lien de causalité entre la dette publique et croissance économique est faible.

Kpemoua (2016) examine empiriquement les effets de la dette extérieure sur la croissance économique du Togo et la possibilité d’existence d’un lien causal entre ces deux variables économiques. La méthodologie utilisée dans le cadre de ce travail se base sur le modèle ARDL de Pesaran et al (2001),les techniques de Cointégration,de causalité au sens de Toda et Yamamoto (1995). Au sortir de l’étude menée sur la période 1971-2014, l’auteur trouve une corrélation positive et significative à long terme entre dette extérieure et croissance économique et une causalité au sens de Yamamoto.

Mallah (2012), analyse les effets de la dette extérieure sur la croissance économique des pays de la zone CEMAC sur la période 1970-2009. En utilisant un modèle à effets fixes, son étude montre que la dette publique agit négativement sur la croissance économique de ces États. À cet effet, il est recommandé que des politiques économiques visant à réduire le taux d'endettement soient mises sur pied afin de favoriser la croissance économique des pays de cette zone.

Msatfa et Essaid(2021) ont mené une étude pour la période 1980-2019 sur l’économie du Maroc afin de déterminer les liens pouvant exister sur la dette extérieure et la croissance économique. En utilisant un modèle ARDL, ils sont arrivés à la conclusion que la dette extérieure a un effet négatif significatif sur la croissance économique au Maroc.

Agbékonou et Kébalo (2019) ont déterminé le seuil d’endettement au-delà duquel toute augmentation de la dette pourrait avoir des effets négatifs sur la croissance économique des Etats de la CEDEAO en utilisant le modèle de Hansen (1999). L’’analyse sur la période de 2007-2016arévélé que lorsque le ratio de la dette sur le PIB est au-delà de 30,71%, la dette agit comme un frein pour la croissance économique de ces pays.

Christophe et al. (2019) montrent l’effet non linéaire de la dette extérieure sur la croissance économique des pays de la CEEAC. Ils utilisent le modèle de Hansen (1999) sur la période 1966-2017 et trouvent 72,11% du PIB comme seuil au-delà duquel la dette revêt des effets négatifs et en deçà duquel elle agit positivement sur la croissance économique. Pour conclure, ils estiment que pour favoriser la croissance économique des pays de la CEEAC, la gestion efficiente de la dette et la bonne gouvernance semblent être les remèdes.

Kazadi N’tita et al (2019), ont analysé les effets de la dette extérieure sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo. Pour se faire, ils ont utilisé un modèle à correction d’erreurs d’Engle et Granger (1987), estimé par laméthode des Moindres Carrés Ordinaires sur une période allant de 1981 à 2015. Les résultats ont indiqué une relation non linéaire entre la dette extérieure et la croissance économique ainsi qu’un seuil d’endettement de 22,5%.

BouakhatemetKaabi (2015), au travers de la méthode économétrique des MMG (Méthode des Moments Généralisés) en panel dynamique ont étudié la nature de la relation existante entre dette publique et croissance économique au sein de la zone MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).Les résultats ont montré une relation non linéaire entre la dette publique et la croissance économique.et un seuil d’endettement de 15%. Les tests de robustesse ont montré que la dette publique booste les conditions économiques des pays dotés de politiques macroéconomiques saines et d’une bonne qualité institutionnelle.

Presbitero et al (2010) ont analysé l’effet de la dette sur la croissance économique pour un échantillon de 92 pays à faible revenu durant la période 1990-2007. Il ressort de l’analyse faite grâce à la méthode des MMG que lorsque le niveau de la dette va au-delà de 30% du PIB, la croissance économique se réduit à l’ordre de 1,6%.

Drine et Nabi (2007) ont utilisé la méthode de la fonction de production stochastique avec effet d’efficience variable proposée par Battese et coelli (1995) pour évaluer l’impact de la dette publique sur l’efficience productive. En étudiant l’économie de 28 pays en développement entre 1970 et 2002, il est ressorti qu’en moyenne tout accroissement en niveau de 1% du ratio de l’endettement par le PIB réduit l’efficience productive de 2.5% et toute augmentation de 1% de la part de la dette publique dans l’endettement extérieur augmente l’efficience productive de 1.3%.

Reinhardt et Rogoff (2010), ont travaillé sur l’impact de la dette publique sur la croissance économique en étudiant un échantillon de 44 pays sur la période 1970-2009. Leur étude montre que lorsque la dette publique dépasse 90% du PIB, le taux de croissance médian chute de 1%, et la croissance moyenne chute encore davantage (-0,1%). Ces conclusions ont été largement reprises et le seuil de 90% a fait figure de règle dans les débats de politique budgétaire. Cependant quelques années plus tard leur analyse a été réexaminée par d’autres économistes qui auront des conclusions différentes. Ainsi pour Herndon et al (2013)**,** une dette de plus de 90% du PIB aboutit à un taux de croissance de 2,2%, et non -0,1%. Les auteurs refusent ainsi le lien de causalité entre un endettement supérieur à 90% et une croissance négative. Ils montrent également que la relation entre la dette publique et le PIB varie considérablement selon la période et le pays.

En étudiant un groupe de 93 pays en voie de développement sur la période 1969-1998, Patillo et al (2002) ont déterminé des seuils d’endettement. L’analyse s’est faite sur la base de la méthode des MCO, de variables expérimentales, d’effets fixes et des moments généralisés. Il ressort de l’analyse que la dette publique aurait un impact négatif sur la croissance économique lorsque la VAN (Valeur Actualisée Net) excède 30 à 45% du PIB ou 160 à 170% des exportations.

Diallo (2007) a étudié les liens existants entre dette extérieure et le développement en Guinée. A l’exemple du modèle de Patillo et al (2002), il a utilisé la méthode de cointégration de Johannsen pour les séries temporelles qui lui a permis d’aboutir à un modèle à correction d’erreurs sur la période 1972-2005.Les résultats de l’étude indiquent que les ratios d’endettement sont négativement corrélés au taux de croissance du PIB par Habitant. L’accroissement du ratio de l’encours sur les exportations signifiera l’auteur est l’une des causes principales de la mauvaise performance économique de la guinée.

Cordella et al. (2010) ont montré dans une étude sur les pays en voie de développement que le lien entre dette publique et croissance économique dépend aussi bien du niveau de son encours que de la qualité des politiques et des institutions. Les auteurs ont effectivement réussi à prouver que dans les Economies dotées de bonnes institutions, les ratios sont certes élevés mais avec des effets très faibles contrairement aux pays ayant de mauvaises politiques et institutions défaillantes. En conséquence, pour une croissance effective, il faut se doter de politiques adéquates, d’institutions solides et manier la dette avec prudence.

Kumar et Woo (2010) ont également analysé l’impact d’un niveau de dette élevé sur la croissance économique à long terme. Leur analyse s’est fondée sur un panel composé de pays développés et en voie de développement de 1970 à 2007. Il ressort au terme de leur étude une relation négative entre ces deux variables. Ainsi pour une augmentation du ratio dette sur PIB de 10%, il y a une baisse du PIB Réel par habitant de 0.2% par an ; en utilisation la méthode des moments généralisés, l’effet est évalué comme moindre dans le cas des économies avancées sauf pour un niveau de dette supérieur à 90% du PIB, condition pour laquelle les effets de l’endettement sur la croissance économique sont négatifs et significatifs.

Au terme de cette revue de littérature empirique qui consistait en une présentation de résultats d’études concernant les effets de la dette publique sur la croissance économique, l’on peut retenir qu’en général l’endettement public a un effet négatif sur la croissance économique au-delà d’un certain seuil. Ces seuils déterminés diffèrent d’une zone économique, d’un pays à un autre. Dès lors, nous nous proposons d’analyser empiriquement les effets de la dette publique sur la croissance économique en Côte d’Ivoire dans la seconde partie de notre travail.

# DEUXIEME PARTIE: ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D’IVOIRE

Après avoir présenté succinctement la littérature théorique et empirique abordant la thématique des effets de la dette publique extérieure sur la croissance économique dans la première partie de notre étude, il sera question dans la deuxième partie d’analyser au travers d’outils économétriques la relation entre la dette extérieure et la croissance en Côte d’Ivoire.

Cette seconde partie se scinde en deux chapitres. Dans le premier chapitre, nous présenterons le modèle économétrique, les données et les sources des données que nous allons utiliser dans notre étude et dans le second chapitre, nous présenterons les résultats et interprétations de nos estimations.

# CHAPITRE 3: DONNES DE L’ETUDE ET METHODOLOGIE

Dans ce chapitre, il s’agira de présenter la méthodologie adoptée et les données utilisées dans le cadre de ce travail.

# SECTION 1 : PRESENTATION DES VARIABLES ET SOURCE DES DONNEES

Cette section s’évertue de présenter le modèle théorique sur lequel l’étude se base au regard de la théorie économique puis les modèles empiriques portant sur la relation entre la dette publique extérieure et la croissance économique.

Cette section vise à présenter les variables utilisées dans le cadre de ce travail ainsi que les sources respectives de ces données.

## PRESENTATION DES VARIABLES

Afin d’évaluer les effets de la dette extérieure sur la croissance économique en Côte d’Ivoire, divers variables économiques seront mises en relation. D’une part, nous avons la variable dépendante ou à expliquer et les variables explicatives.

### La variable dépendante ou endogène: le PIB Réel par habitant

C’est Perroux (1966) qui affirmait que la croissance économique correspond à «l’augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d’un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels ». C’est au regard de cette définition que dans le cadre de cette étude, le taux de croissance du PIB Réel serait la variable utilisée pour capter la croissance économique.

### Les variables explicatives ou exogènes

Les variables explicatives désignent l’ensemble des variables utilisées pour tenter d’expliquer notre variable endogène qu’est la croissance économique.

* **La variable d’intérêt**

La variable d’intérêt est la variable que nous voulons mettre directement en relation avec notre variable dépendante. Dans le cadre de cette étude, notre variable d’intérêt est le stock de la dette extérieure en pourcentages du PIB; Cette variable est obtenue en faisant le ratio du stock de la dette sur le PIB Réel. En effet, l’objet de ce travail est d’évaluer les effets de la dette extérieure sur la croissance, ce ratio sera donc utilisé pour capter la dette extérieure.

* **Les variables de contrôle**

Les variables de contrôle sont des variables explicatives supplémentaires que l’on inclut dans un modèle afin d’éviter les bais de spécification. Dans le cadre de ce travail, nous prendrons comme variables de contrôle, les dépenses publiques le taux de croissance démographique, le taux d’inflation, l’ouverture commerciale et l’investissement en pourcentages du PIB.

* **Les dépenses de l’Etat**

Au regard de la littérature économique, notamment avec les fonctions de l’Etat telles que énoncées par Musgrave (1959) et l’approche keynésienne (1936), on est tenté d’attribuer des effets positifs de la dépense publique sur la croissance économique. Toutefois, l’analyse classique nous met en garde car une dépense publique excessive peut évincer le secteur privé.

* **Le taux d’inflation**

L’inflation est définie comme une hausse soutenue du niveau général des prix des biens et des services de l .Elle peut être calculée soit, par l’indice harmonisé des prix à la consommation, soit par le déflateur du PIB, qui est le quotient du PIB nominal par le PIB réel multiplié par 100. Au regard de la littérature économique, une forte inflation accroit le coût du capital, et par conséquent, défavorise les investissements à long terme et exerce un effet nuisible sur la croissance. Le résultat attendu de l’inflation est donc négatif.

* **Ouverture commerciale**

La participation au commerce internationale a longtemps été présentée par la théorie économique comme un élément qui contribuait fortement à la croissance économique.

* **Investissement**

L’investissement est perçu par les économistes comme une variable clé qui explique la croissance économique. C’est ainsi que Harrod et Domar signifiaient que l’investissement avait un double effet sur l’économie à savoir l’effet revenu et l’effet capacité. En clair, selon Harrod et Domar, l’investissement constitue à court terme une demande supplémentaire et à long terme améliore la capacité de production de toute l’économie.

## Source des données de l’étude

Les données que nous utilisons dans le cadre de ce travail proviennent de la base World Bank Indicator(WDI, 2019). Elles sont des données annuelles et s’étendent sur la période 1970-2018. Le choix de la période 1970-2018 se justifie par l’absence de valeurs manquantes parmi nos variables choisies dans le cadre de l’étude.

# SECTION 2: METHODES D’ESTIMATIONS

Dans cette section, il s’agira de présenter dans un premier temps nos modèles théoriques et empiriques de base puis les tests économétriques à effectuer sur nos différentes séries.

## Présentation des modèles théoriques et empiriques

La question des effets de la dette publique extérieure sur la croissance économique, ayant déjà fait l’objet d’études théoriques et empiriques alors il nous incombe de présenter certains modèles au regard de la théorie économique.

* **Le modèle théorique de base**

Le modèle de base retenu pour la présente recherche s’appuie sur la fonction de production de type Cobb-Douglas (1928) dont la forme générale est :

. (1)

Avec Y désigne la production totale, K le capital et L= le facteur de travail et A le facteur technologique.

Le facteur A capte l’ensemble des paramètres pouvant influencer la production totale autre que le capital et le travail. Dans le cadre de notre étude, l’on va inclure la dette publique dans le facteur technologique. La forme généralisée de A est A=WZ

En appliquant le logarithme à l’équation (1), on obtient l’équation suivante :

 

W représente la variable d’intérêt et Z : le vecteur des autres variables de contrôle du modèle

* **Spécification du modèle empirique de base**

Notre modèle empirique de base s’inspire des travaux de Boukhatem et Malèk (2015). Ces auteurs ont mené une étude sur les pays de la zone MENA afin d’analyser la relation entre dette publique, la qualité institutionnelle et la croissance économique dans cette zone.

Les variables introduites dans leur modèle afin d’exprimer la croissance économique sont la dette publique, l’inflation, l’investissement, le taux de chômage, le taux de croissance démographique, l’ouverture commerciale, le taux de scolarisation. Afin de capter l’influence du volet institutionnel, ils introduiront certaines variables institutionnelles.

Dans le cadre de nos travaux, nous opterons pour les variables, dette, dépenses publiques, investissement, inflation et ouverture commerciale pour expliquer l’évolution du PIB par tête.

Notre modèle est donc de la forme suivante :



Avec Y désignant le PIB réel par habitant

## Processus d’estimations

Afin de traiter empiriquement cette thématique, il revient d’effectuer divers tests économétriques sur l’ensemble de nos séries de données. C’est à la suite de ces différents tests que le modèle empirique sera spécifié.

### Test de stationnarité ou de racine unitaire

La stationnarité renvoie en économétrie à l’invariance des propriétés des séries temporelles. Une série sera traitée de stationnaire lorsque son espérance et sa variance sont finis et indépendamment du temps et non stationnaire dans le cas contraire. Cette caractéristique s’avérant très importante alors divers tests économétriques seront établis dont ceux de Dickey-Fuller Augmenté (ADF), Philip-perron (PP), le test d’Andrews et Zivot/AZ. Dans le cadre de notre analyse, nous utiliserons les tests de (ADF), (PP) et le (KPSS).

* **Le test de Dickey-Fuller Augmenté (1981)**

Les tests de Dickey-Fuller permettent de mettre en évidence le caractère stationnaire de la série chronologique. Ce sont des tests paramétriques qui sont basés sur l’estimation d’un modèle auto régressif dont l’hypothèse nulle est la présence de racine unitaire (pas de stationnarité). Les hypothèses de ce test sont présentées de la façon suivante:

HO: présence de racine unitaire (série non stationnaire)

H1:absence de racine unitaire (série stationnaire)

L’hypothèse HO sera acceptée lorsque la Valeur Critique de Mackinnon (VCM) sera supérieure à celle de l’ADF et refusée lorsque cette (VCM) sera inférieure à la statistique de ADF (cas de la stationnarité).

* **Le test de Phillips-Perron (PP)**

Le test de Phillips-Perron (1988) est construit sur la statistique de Dickey-Fuller afin de tenir compte des erreurs hétéroscédastiques. Sa particularité est qu’il est robuste aux autocorrélations contrairement au test de Dickey-Fuller. Ces hypothèses sont identiques à celles dudit test ainsi que le mode d’acceptation des hypothèses.

Les résultats des deux premiers pouvant s’avérer contradictoires quelques fois, il s’avère important de faire un troisième test qui viendra éclaircir notre choix quant à la stationnarité de la série. L’un des tests fréquemment utilisé est le KPSS ou le DFGLS.

* **Le test de Kwiatkowski, Phillips, Schmidt, Shin (KPSS)**

Le test de KPSS a la particularité d’avoir comme hypothèse nulle la stationnarité de la série. Ainsi selon que la statistique de la valeur critique soit supérieure à la valeur observée, on dira que la série est stationnaire ().

### Choix du modèle économétrique et spécification

Le choix du modèle économétrique résulte du test de racine unitaire effectué. S’il s’avère que toutes les variables du modèle sont stationnaires en niveau alors le modèle VAR (Vecteur Auto Régressif) sera utilisé. A contrario, un modèle à correction d’erreur sera utilisé lorsque les séries sont intégrées d’ordre 1. Le modèle ARDL quant à lui est utilisé lorsque les séries ne sont stationnaires au même niveau c'est-à-dire que certaines sont stationnaires en niveau tandis le sont en différence première.

* **Spécification du modèle ARDL**

La forme généralisée de notre modèle ARDL s’écrit de la manière suivante : (1)

Avec désignant l’ensemble des variables explicatives du modèle,  le terme d’erreur et  la variable dépendante. De manière spécifique, le modèle se spécifiera de la manière suivante :



Cette équation (2) ci-dessus, s’obtient en remplaçant les membres de l’équation (1) par leurs correspondants respectifs.

### Test de cointégration

Après avoir vérifié la stationnarité et déterminé l’ordre d’intégration des séries utilisées dans ce travail via les tests de racine unitaire, il nous revient de faire les tests de cointégration. Les tests de cointégration ont pour but de déterminer les relations de long et de court terme pouvant exister entre les différentes variables. La littérature économétrique nous propose divers tests à savoir ceux d’Engle et Granger (1987), de Johannsen (1988).ou de Pesaran et al (2001).Les tests d’Enger suggèrent que les variables soient intégrés au même ordre tandis que celui de johansen (1988) reste valide lorsque les degrés sont différents.

Toutefois, dans le cadre de notre analyse l’on utilisera celui de Pesaran et al (2001) car il est idoine pour les modèles auto régressifs à retards échelonnés. En effet, certaines de nos variables sont intégrées en niveau I(0) et d’autres en différence première I(1).

# CHAPITRE 4: PRESENTATION, ANALYSE ET DISCUSSIONS DES RESULTATS DES TESTS ECONOMETRIQUES

Dans ce chapitre, il s’agira de présenter les résultats des différents tests statistiques effectués dans le cadre de cette étude. Ces résultats feront l’objet d’une analyse et seront interprétés dans la seconde section de ce chapitre.

# SECTION 1:TESTS DE DIAGNOSTIC

Bien avant de présenter les résultats des tests économétriques, il est nécessaire de présenter de la statistique descriptive. Cette section concerne donc la présentation des résultats de la statistique descriptive les tests économétriques effectués sur nos différentes séries au cours.

# Statistiques descriptives sur les différentes du modèle

A ce niveau, nous allons présenter sur les statistiques des variables brutes, c'est-à-dire sans transformation logarithmique ou tout autre type de manipulation.

**Tableau 1 : Le tableau de statistique descriptive**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables | Moyenne | Médiane | Maximum | Minimum | Std, Dev, | Observations |
| GDP\_CAPITA | 969,0354 | 870,4812 | 2302,613 | 285,2734 | 435,0742 | 49 |
| DETTE | 87,04804 | 76,31033 | 209,2386 | 23,8679 | 52,06474 | 49 |
| GCP\_INVES | 1,41E+09 | 1,65E+09 | 2,70E+09 | 3,27E+08 | 5,32E+08 | 49 |
| GEXPEND\_ | 14,30201 | 14,42745 | 18,25428 | 8,74242 | 2,440815 | 49 |
| INFLATION | 5,873414 | 3,88583 | 27,42186 | -0,80588 | 6,412962 | 49 |
| Trade | 73,08935 | 74.63780 | 95.06973 | 45.67570 | 12.62812 | 49 |

**Source : Auteur, avec les données de WDI (2019)**

Le tableau ci-dessus tente de synthétiser les statistiques descriptives clés afin d’avoir une vue globale des valeurs de nos différentes séries.

Au travers de ce tableau, l’on s’aperçoit que le revenu moyen par habitant sur la période 1970-2019 était de 970 $ l’an avec une valeur minimale de 286 en 1970 et la valeur maximale de 2302$ par an en 2018. Entre temps, sur la même période le taux d’inflation fluctuait et était en moyenne de 5,86% avec une valeur maximale de 27,42% et une valeur minimale -0,80%. La valeur maximale du niveau de l’inflation fut remarquée en 1977 et correspond à la période ayant suivi le choc pétrolier de 1973 ; cette crise pétrolière a en effet conduit à une hausse généralisée qui s’est poursuivi jusqu’en 1980.

Le ratio des dépenses publiques sur le PIB indique la part qu’occupent les dépenses publiques dans la richesse globale. En moyenne, le ratio des dépenses publiques en proportion du PIB au cours de ces 49 années était de 14,3%. La valeur médiane de cette série est de 14,43% avec un écart-type de 2,44. Cela signifie qu’en moyenne, la déviation entre la valeur de la série et la valeur moyenne est de 2,44.

Le ratio de la dette quant à lui constituait en moyenne 87% du PIB réel avec une valeur maximale observée de 209% en 1994. En effet à partir de 1980, la Côte d’Ivoire fait face à une crise d’endettement qui a perduré jusqu’en 1994.

Le degré d’ouverture commerciale est considérablement élevé en Côte d’Ivoire et gravitait entre 46% et 95%. Le degré d’ouverture moyen sur la période est de 73% et est la conséquence de la politique d’ouverture commerciale prônée depuis les années 1960 avec le commerce du binôme café-cacao.

L’investissement a évolué au cours de la période 1970-2019 et avait une valeur moyenne de 141.000.000 francs et une valeur minimale de 327.000.000 francs obtenue en 1970. En général, les flux d’investissements augmentent jusqu’à atteindre 12.400.000.000 en 2018.

## La matrice de corrélation entre les séries

Cette matrice de corrélation s’obtient en effectuant une régression linéaire entre la variable dépendante et les différentes variables explicatives du modèle.

**Tableau 2 : matrice de corrélation entre les variables**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables | LogY | Log (dette) | LogG | LogInv | LogInf | Log  Trade |
| Log Y | 1,000 |  |  |  |  |  |
| Log (dette) | -0.1808  (0.2138) | 1,000 |  |  |  |  |
| LogG | -0.4893\*\*\*  (0.0004) | 0.3660\*\*\*  (0.0097) | 1,000 |  |  |  |
| LogInv | 0.9140\*\*\*  (0.0000) | -0.3854\*\*\*  (0.0062) | -0.6290\*\*\*  (0.0000) | 1,000 |  |  |
| LogInf | -0.1705  (0.3026) | 0.1048  (0.4735) | 0.2301  (0.1118) | -0.1405  (0.3358) | 1,000 |  |
| LogTrade | -0.1376  (0.3457) | 0.0816  (0.5773) | 0.1197  (0.4126) | -0.1120  0.4436 | 0.3026  (0.0346) | 1,000 |

**Source: Auteur, à partir des données de WDI(2019)**

**\*\*\***significativité au seuil de 1% et les valeurs (.) représentent les p- values

Au regard de la matrice de corrélation, nous pouvons constater de prime abord la corrélation négative mais non significative entre notre variable d’intérêt (dette extérieure) et le PIB par Habitant. Toutefois, un coefficient de corrélation non significatif n’indique en rien l’absence de relation entre ces deux variables. De plus nous pouvons noter une corrélation négative et positive entre le PIB par Habitant et respectivement les dépenses publiques et l’investissement. Enfin, l’on peut s’apercevoir qu’il existe une forte corrélation mais négative entre l’investissement public et les dépenses de l’Etat.

## Les tests de stationnarité

Les tests de stationnarité nous permettent de vérifier la stationnarité ou non des séries. Ils nous indiquent également les niveaux d’intégrations de ces variables, information nous guidant dans le choix du modèle idoine.

**Tableau3 : Résultats des tests de stationnarité des séries**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| TEST EN NIVEAU | | | TEST EN DIFFERENCE 1ière | | |
| Variables | ADF | PP | KPSS | ADF | PP | KPSS |
| Log (GDP-capita) | -1,,83  -4,16 | -2,17  -4,16 | 0,112  0,119 | -4,77\*\*\*  -4,16 | -4,78\*\*\*  -4,16 | 0,148  0,146 |
| Log (dette) | -1,32  -4,16 | -1,32  -4,16 | 0,23  0,21 | -2,37\*\*  -1,95 | -7,22\*\*\*  -4,16 | 0,68\*\*  0,46 |
| Log(Gexpen) | -3,66\*\*  -3,50 | -3,60\*\*  -3,50 | 0,13\*  0,11 | \_ | \_ | \_ |
| Log(Inves) | -3,60\*\*\*  -3,57 | -2,98\*\*  -2,92 | 0,38\*  0,34 | \_ | \_ | \_ |
| Log(Inflation) | -4,55\*\*\*  -4,16 | -4,55\*\*  -4,16 | 0,469\*\*  0,463 | \_ | \_ | \_ |
| Log (trade) | -0,58  -2,61 | -1,13  -1,41 | 0,08  0,21 | -6,17\*\*\*  -4,16 | -6,18\*\*\*  -4,16 | 0,23  0,73 |

**Note : \*\*\*, \*\* et \* indiquent une significativité respectivement à 1%,5% et 10%**

**Source: Auteur, avec les données de WDI (2019)**

Les tests de stationnarité indiquent que notre variable dépendante, la dette extérieure et l’ouverture commerciale sont stationnaires en différence première I(1). Au regard des tests, ce ne sont que le taux d’inflation, les dépenses publiques et l’investissement qui sont stationnaires en niveau I(0). En somme nous pouvons déduire que le modèle adapté est un ARDL.

**Tableau 4: Résultat des tests sur les résidus**

|  |  |
| --- | --- |
| Hypothèse du test | Résultat du Modèle |
| Normalité | 0,4448 |
| Héteroscedasticité | 0,7026 |
| Autocorrélation | 0,2696 |

**Source : Auteur, avec les données de WDI (2019)**

Afin de vérifier la qualité des estimations qui seront faites via ce modèle, il s’avère important d’analyser les résidus. Il sera donc vérifié si ces valeurs résiduelles suivent une loi normale, ont une variance constante et sont non corrélées entre elles.

Les tests indiquent que les résidus sont normalement distribués notamment celui deJarque-Bera (), une condition qui rend les estimations aisées et la possibilité de produire des intervalles de confiance. Avec le test de Breush-Pagan-Godfrey (), l’on a pu vérifier que les résidus ont une variance constante et ne sont pas corrélés eux. En somme, tout cela dénote la qualité du modèle estimé.

## Test de cointégration de Pesaran et al

Le test de cointégration a pour but de vérifier s’il existe une relation de cointégration entre les différentes variables. Sa particularité est qu’il permet d’établir les relations de court et de long terme. Ce test s’effectue en deux étapes :

* La détermination du décalage optimal
* Le test de cointégration aux bornes

### La détermination du décalage optimal

Cette étape est d’une importance capitale et nous guide vers le modèle le plus vraisemblable et une meilleure spécification. Dans cette étude, la détermination du décalage optimal se fera selon le critère de Schwarz. Le retard optimal étant celui dont le modèle offre la valeur minimale du critère d’information alors nous avons un modèle ARDL (2 1 4 0 3).

### Test de cointégration de Pesaran et al (2001)

Ce test consiste à comparer la statistique de Fisher obtenue aux valeurs critiques des bornes. Selon que la statistique de Fisher soit supérieure à la valeur supérieure de la borne, l’on dira que les variables sont co-intégrées ou pas.

**Tableau 5 : Résultat du test de cointégration aux bornes de Pesaran**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| F-stat | Borne inférieure | Borne supérieure | Significativité |
| 4,12 | 2,08 | 3 | 10% |
| 2,39 | 3,38 | 5% |
| 2,7 | 3,73\* | 2,5% |
| 3,06 | 4,15 | 1% |

**Source**: **Auteur, à partir des données WDI (2019)**

Les résultats du test de cointégration aux bornes montrent que la statistique Fisher est supérieure à la borne supérieure I(1) au seuil de 2,5% (F=**4,129344 >**3,73). L’hypothèse de cointégration est donc acceptée et on en déduit qu’il existe une relation de long terme entre les variables utilisées dans notre modèle.

# SECTION2:PRESENTATION, INTERPRETATION DES RESULTATS ET DISCUSSIONS

Dans ce travail, l’une des questions centrales était de connaitre le lien qui existerait entre la dette publique extérieure et la croissance économiques. C’est à cet effet qu’un modèle ARDL a été utilisé pour connaître la nature de ce lien. Grâce au test de Pesaran et al, l’on est arrivé à la conclusion qu’il existe une relation de court et de long terme entre les variables.

# INTERPRETATION DES RESULTATSDU MODELE ARDL 1

## Résultat des estimations à court-terme

Le tableau ci-dessous présente les résultats de court terme obtenus en estimant nos effets grâce au modèle ARDL (2 1 4 0 3) correspondant au modèle sans variables d’interactions.

**Tableau 6: Résultats à court-terme du modèle 1**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Variables** | **Coefficients** | | **Probabilité** | |
| DLgp-capita(-1) | | 0,304717\*\*\* | | 0,0018 |
| DLog(dette) | | -0,222557\*\*\* | | 0,0000 |
| Dlog(Gexpend) | | -0,100398\*\* | | 0,0155 |
| DlogGexpend\_ (-1)  DlogGexpend\_ (-2)  DlogGexpend\_ (-3) | | -0,121754\*\*  -0,187894\*\*\*  -0,107959\*\* | | 0,0124  0,0001  0,0167 |
| Dlog-inves | | 0,189938\*\*\* | | 0,0073 |
| Dloginflation  Dloginflation (-1)  Dloginflation (-2) | | -0,018417\*\*\*  -0,000925  -0,021168\*\*\* | | 0,0024  0,8572  0,0003 |
| Dlogtrade  Dlogtrade(-1) | | -0,469340\*\*\*  0,428175\*\*\* | | 0,0001  0,0011 |
| CointEq(-1) | | -0,198270\*\*\* | | 0,0000 |

**Note : \*\*\*, \*\* et\*** marquent la significativité respectivement au seuil de 1%,5% et 10%.

**Source: calcul Auteur, à partir des données de WDI 2019**

Les résultats obtenus indiquent que l’ensemble des variables explicatives introduites dans le modèle influencent significativement notre variable dépendante. Ainsi, au regard du tableau obtenu, la dette extérieure, les dépenses publiques, l’inflation et l’ouverture commerciale ont des effets négatifs sur la croissance économique à court terme tandis que l’investissement rapporté au PIB seul influence positivement et significativement l’évolution du PIB par Habitant.

Les coefficients négatifs et significatifs attribués aux variables dette extérieure, dépenses publiques, inflation et ouverture commerciale représentent les différentes élasticités. Ainsi, lorsque la dette extérieure rapportée au PIB augmente de 1% alors ceterisparibus, le PIB par habitant va baisser de près de 0,22%. Les dépenses publiques quant à elles, lorsqu’elles augmenteront de 1% et que l’on ignore les autres paramètres vont faire baisser le PIB par habitant de l’ordre de -0,1%. L’inflation et l’ouverture commerciale tout comme les précédentes auront des effets négatifs et significatifs sur le PIB par habitant ; leurs effets seront respectivement de -0,018% et de -0,469%. Enfin «Dloginves» qui marque le niveau d’investissement a un effet significatif et positif sur la croissance économique, le PIB par habitant augmente de près de 0,19%, toute chose étant égale par ailleurs, lorsque le ratio d’investissement augmente de 1%.

## Résultat des estimations à long terme

Les résultats des estimations de long terme de notre modèle ARDL (2 1 4 0 3) sont donnés par le tableau ci-dessous.

**Tableau 7: Résultats de long-terme du modèle 1**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Variables | Coefficients | Probabilité |
| Logdette | -0,275822\*\*\* | 0,0017 |
| LogGexpend | 0,790784\*\*\* | 0,0460 |
| Log-inves | 0,566192\*\*\* | 0,0156 |
| Log inflation | -0,029526 | 0,5586 |
| Log trade | **-**1,314172\*\*\* | 0,0186 |
| Constante | -0,601735 | 0,7959 |

**Note : \*\*\*indique une significativité au seuil de 1%**

**Source: calcul Auteur, à partir des données de WDI (2019)**

Les résultats des estimations à long terme indiquent une significativité des effets des variables explicatives hors mis celui de l’inflation qui est certes négatif mais pas significatif.

Ainsi, l’on s’aperçoit que la dette publique extérieure a un effet également négatif sur la croissance économique à long terme mais encore plus accentué qu’à court terme.A long terme, lorsque la dette extérieure augmente de 1%, le PIB par habitant baisse de 0,276% contrairement à 0,22% à court terme. De plus, lorsque l’ouverture commerciale augmente de 1%, l’on assiste à une baisse de 1,31% du PIB par habitant. L’effet négatif de l’ouverture commerciale sur l’évolution du PIB par habitant se trouve donc accentué à long terme.

En ce qui concerne les dépenses publiques, l’on constate qu’à long terme, elles exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique de l’ordre de 0,79%. Ainsi, lorsque les dépenses publiques augmentent de 1%, elles induiront une hausse de croissance économique de 0,79% contrairement à l’effet négatif de court terme qui avait été constaté. L’investissement quant à lui, maintient toujours son effet positif sur l’évolution du PIB par habitant. Ainsi lorsque l’investissement augmente de 1%, il conduit à une augmentation du PIB par habitant de 0,57% soit 3 fois plus qu’à court terme.

# INTERPRETATION DES RESULTATSDES MODELES 2 ET 3

Les résultats de l’analyse précédente ont montré que la dette publique extérieure agissait négativement aussi bien à court terme qu’à long terme sur la croissance économique en Côte d’Ivoire. A cet effet, il est important de déceler le mécanisme par lequel la dette publique extérieure agirait positivement sur la croissance économique. Afin de voir le canal par lequel la dette publique extérieure agit sur la croissance, nous allons nous servir du modèle ARDL 1 auquel nous allons ajouter des variables d’interactions.

* **Pour le modèle 2**

Les résultats de l’estimation du modèle 2 dans lequel l’on fait interagir la dette et l’investissement sont spécifiés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 8 : Dynamique de court terme du modèle 2**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **COURT TERME** | | | | |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Variable** | **Coefficient** | **Std. Error** | **t-Statistic** | **Prob.** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| D(LOGDETTE) | -0.539841 | 0.073130 | -7.381925 | 0.0000 |
| D(LOGDETTE(-1)) | 0.030162 | 0.074699 | 0.403776 | 0.6907 |
| D(LOGDETTE(-2)) | 0.435077 | 0.084491 | 5.149394 | 0.0000 |
| D(LOGDETTE(-3)) | 0.203776 | 0.083642 | 2.436279 | 0.0243 |
| D(LOGEXPEND) | 0.057465 | 0.071098 | 0.808246 | 0.4285 |
| D(LOGGCP\_INVES) | 0.109660 | 0.029719 | 3.689945 | 0.0015 |
| D(LOGGCP\_INVES(-1)) | 0.250176 | 0.035206 | 7.106083 | 0.0000 |
| D(LOGGCP\_INVES(-2)) | 0.139910 | 0.028037 | 4.990217 | 0.0001 |
| D(LOGGCP\_INVES(-3)) | 0.134209 | 0.028367 | 4.731185 | 0.0001 |
| D(LOFINFLATION) | -0.075135 | 0.012283 | -6.116776 | 0.0000 |
| D(LOFINFLATION(-1)) | -0.034824 | 0.010509 | -3.313793 | 0.0035 |
| D(LOFINFLATION(-2)) | -0.059980 | 0.010017 | -5.987898 | 0.0000 |
| D(LOGTRADE) | -0.226376 | 0.091672 | -2.469425 | 0.0227 |
| D(LOGTRADE(-1)) | -0.261551 | 0.101707 | -2.571619 | 0.0182 |
| D(LOGTRADE(-2)) | -0.593446 | 0.098348 | -6.034121 | 0.0000 |
| D(LOGTRADE(-3)) | -0.295810 | 0.087305 | -3.388248 | 0.0029 |
| **D(LOGGCPINVES\_LOGDETTE)** | 0.520828 | 0.092608 | 5.623981 | 0.0000 |
| **D(**LOGGCPINVES\_LOGDETTE(-1)) | 0.688557 | 0.134427 | 5.122144 | 0.0001 |
| CointEq(-1) | -0.378967 | 0.037887 | -10.002585 | 0.0000 |
|  |  |  |  |  |

**Source : Auteur, à partir des données de WDI(2019)**

Les résultats de court terme indiquent que les coefficients sont significatifs dans l’ensemble sauf pour les dépenses publiques et la variable retardée d’ordre 1 du logarithme de la dette extérieure, marque de la qualité de l’estimation dans son ensemble. En ce qui concerne la variable croisée Loggcpinves\_logdette introduite dans le modèle, l’on peut noter que le signe de son coefficient est positif et significatif au seuil de 1%. Cela signifie donc que la dette extérieure pourrait agit positivement sur la croissance lorsque cette dernière est allouée à l’investissement.

**Tableau 9 : Dynamique de long terme du modèle 2**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Court terme** | | | | |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Variable** | **Coefficient** | **Std. Error** | **t-Statistic** | **Prob.** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| LOGDETTE | -0.523567 | 0.152174 | -3.440574 | 0.0026 |
| LOGEXPEND | 0.100191 | 0.303723 | 0.329875 | 0.7449 |
| LOGGCP\_INVES | -0.388044 | 0.201706 | -1.923808 | 0.0687 |
| LOFINFLATION | -0.093047 | 0.068755 | -1.353313 | 0.1911 |
| LOGTRADE | 1.363974 | 0.397646 | 3.430119 | 0.0027 |
| **LOGGCPINVES\_LOGDETTE** | -1.283149 | 0.508218 | -2.524798 | 0.0201 |
| C | 4.896309 | 1.915920 | 2.555592 | 0.0188 |
|  |  |  |  |  |

**Source : Auteur, à partir des données de WDI (2019)**

Les résultats de l’estimation de la dynamique de long terme indiquent que seuls les variables logtrade, loginvess et notre variable d’interaction ont des coefficients significatifs. Cela signifie donc qu’à long terme, lorsque la dette, l’investissement, l’inflation et la variable d’interaction augment de 1%, la résultante est une baisse de la croissance respectivement

* **Pour le modèle 3**

Le modèle 3 est le modèle dans lequel l’on fait interagir la dette extérieure et les dépenses publiques de l’Etat.

**Tableau 10 : dynamique de court terme du modèle 3**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **COURT TERME** | | | | |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Variable** | **Coefficient** | **Std. Error** | **t-Statistic** | **Prob.** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| D(LOGDETTE) | -0.317825 | 0.106327 | -2.989125 | 0.0049 |
| D(LOFINFLATION) | 0.011382 | 0.013321 | 0.854421 | 0.3982 |
| D(LOGEXPEND) | -0.097838 | 0.117683 | -0.831368 | 0.4110 |
| D(LOGGCP\_INVES) | 0.063370 | 0.044241 | 1.432385 | 0.1602 |
| D(LOGEXPEND\_LOGDETTE) | 0.055981 | 0.354111 | 0.158089 | 0.8752 |
| D(LOGTRADE) | -0.402978 | 0.151359 | -2.662402 | 0.0113 |
| CointEq(-1) | -0.132480 | 0.022783 | -5.814850 | 0.0000 |
|  |  |  |  |  |

**Source : Auteur, à partir des données de WDI (2019)**

Au regard des résultats des estimations, l’on peut constater que seule la dette a un coefficient significatif et ce dernier est négatif. Ainsi l’augmentation de 1% de la dette extérieure aurait pour conséquence une baisse du PIB par habitant de 0,317%. Le coefficient de la variable d’interaction est certes positif mais ce dernier n’est pas du tout significatif.

**Tableau 11 : dynamique de long terme du modèle 3**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Long Run Coefficients** | | | | |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Variable** | **Coefficient** | **Std. Error** | **t-Statistic** | **Prob.** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| LOGDETTE | -0.581882 | 0.689868 | -0.843468 | 0.4042 |
| LOFINFLATION | 0.195085 | 0.215300 | 0.906108 | 0.3706 |
| LOGEXPEND | 0.084744 | 0.822109 | 0.103081 | 0.9184 |
| LOGGCP\_INVES | 0.257464 | 0.275354 | 0.935029 | 0.3557 |
| LOGEXPEND\_LOGDETTE | -2.360301 | 4.894824 | -0.482203 | 0.6324 |
| LOGTRADE | -0.757034 | 1.222970 | -0.619012 | 0.5396 |
| C | 2.977020 | 5.274245 | 0.564445 | 0.5758 |
|  |  |  |  |  |

**Source : Auteur, à partir des données de WDI (2019)**

Le tableau montre qu’aucune des variables n’a d’effets significatifs sur la croissance économique. On est donc tenter de conclure qu’il n’existe pas d’interaction entre la dette extérieure et les dépenses publiques.

# DISCUSSION DES RESULTATS

Cette partie consiste en l’analyse d’un point de vue économique des résultats de nos différents modèles spécifiés et de les confronter à la réalité économique de la Côte d’Ivoire. Nous allons dans en premier temps porter notre analyse sur les résultats du modèle 1 c'est-à-dire celui sans variables d’interactions.

Les résultats de l’estimation du modèle (1) notent l’influence négative de l’ouverture commerciale aussi bien à court qu’à long terme sur la croissance économique en Côte d’Ivoire. Certaines théories sous-tendent de tels résultats à savoir celle de la « croissance appauvrissante » de Bhagwati (1958). Selon cette théorie, lorsqu’un pays exporte en grande quantité des biens en l’occurrence les matières premières pour la Côte d’Ivoire, cela peut engendrer une détérioration des termes de l’échange qui aura pour conséquence une baisse de la croissance économique.

Le modèle ARDL sans variable d’interaction a été utilisé en vue d’analyser les effets de la dette publique extérieure sur la croissance du revenu par habitant sur la période 1970-2019. Les résultats des estimations indiquent que la dette extérieure a un effet négatif sur la croissance économique aussi bien à court qu’à long terme. Nos résultats obtenus sont identiques à ceux de Mallah(2012) et Samir (2014) effectués sur la période 1970-2010.Un tel résultat va cependant en contradiction avec la théorie économique keynésienne (1936) qui considère l’endettement comme un moyen de financement de l’économie. Toutefois, de tels résultats ne sont point à rabrouer car tout emprunt est accompagné de services à payer. Ainsi s’il s’avère que les emprunts n’ont pas été utilisés de manière adéquate, elles auront un effet négatif sur la croissance économique. C’est cette question de l’utilisation de la dette extérieure contractée qui nous conduit à analyser le canal par lequel la dette extérieure pourrait contribuer à la croissance économique.

Les modèles 2 et 3 s’effectuant en intégrant des variables d’interaction. Ces modèles visent à analyser le canal par lequel la dette influence positivement. Contrairement à cette positivité, à long terme le coefficient est significatif et négatif. De tels résultats indiquent que la dette extérieure agit positivement sur la croissance via l’investissement. Cependant ce phénomène n’est que conjoncturel et cela se perçoit par les effets négatifs à long terme. Ces résultats corroborent avec ceux trouvés par Oks et Van Wijnbergen (1995). Selon ces auteurs, lorsqu’un pays s’endette d’avantage, cela émet un signal négatif aux investisseurs privés et dont la résultante est la compression des investissements et une baisse de la croissance économique.

Le modèle 3 quant à lui nous informe, que la dette extérieure ne peut affecter positivement la croissance économique par le canal des dépenses publiques car les coefficients ne sont pas significatifs aux différents seuils. Une telle conclusion rejoint la théorie classique, Smith(1776) qui demande à restreindre l’Etat à ses fonctions de « gendarme ». Cependant avec l’émergence des théories de la croissance endogène, l’Etat semble avoir sa place avec Barro(1990) et Lucas qui indiquent que les infrastructures publiques et les dépenses en éducation sont des facteurs de développement économique.

# 

# CONCLUSION GENERALE

Notre présent travail portant sur l’économie de la Côte d’Ivoire avait pour objectif majeur de d’analyser les effets de la dette publique extérieure sur la croissance économique. De façon spécifique, elle a consisté à évaluer les effets de la dette extérieure et déterminer le canal par lequel cette dernière agissait sur l’économie. Afin d’atteindre cet objectif, nous avons eu recours au modèle ARDL proposé par Pesaran et al (2001). Les données utilisées dans cette étude couvrent la période 1970-2018 et provenaient de la base de données WDI (2019). Les variables introduites dans le modèle visant à expliquer l’évolution du PIB par habitant au cours de la période étaient les dépenses publiques, la dette extérieure, l’ouverture commerciale et l’investissement et l’inflation.

Les résultats de nos estimations économétriques nous indiquent que la dette extérieure avait une influence négative et significative sur la croissance économique aussi bien à court qu’à long terme. Cependant, lorsqu’on la fait interagir avec l’investissement, elle a un effet positif conjoncturel sur la croissance qui devient négatif dans le long terme. Au regard des résultats obtenus dans le cadre de cette étude, quelques recommandations peuvent être adressées aux autorités politiques et économiques. Primo, en ce qui concerne la dette extérieure, il faudrait qu’elle soit allouée essentiellement à des secteurs productifs de l’économie et pourvoyeurs d’emploi. De plus, conformément à la théorie de Keynes (1936), cette dette doit constituer un instrument de politique conjoncturel et non de long terme. En réponse à cela, il faut trouver d’autres mécanismes de mobilisation de ressources financières comme l’endettement intérieur, augmenter l’épargne nationale via les caisses de retraite.

# Bibliographie

**Agbékponou K.M. et Kebalo L.** (**2019**), « Relation Dette – Croissance Économique dans la CEDEAO: Analyse à travers une Approche Non-Linéaire »,

**Barro R. J. (1999),** « Inequality Growth and Investissement », *Working Paper*, n°7038

**Ben Ltaief L.** (**2014**), « Dette publique et croissance économique : investigation empirique pour la zone euro, l’Union européenne et les pays avancés », *L’Actualité économique*, vol. 90, n°2, pp. 79‑103.

**Boukhatem J. et Kaabi M.** (**2015**), *Public debt, institutional quality and economic growth in MENA countries: a GMM approach*.

**Diallo B.** (**2007.**), « Dette extérieure et financement du développement économique en guinée », pp. 31.

**Drine I.** (**2007.**), « Gestion de la dette extérieure et eﬃcience productive des pays en développement »,*INTRODUCTION*, pp. 16.

**Kumar M. et Woo J.** (**2010**), « Public Debt and Growth », SSRN Scholarly Paper, n°ID 1653188, Rochester, NY, Social Science Research Network.

**Krugman P.,** (1988), "Financing vs forgiving a debt overhang: sorne analytical notes",

*Journal of Development Economies*, Vol. 29, N° 15, pp. 253-268.

**Msatfa Z. et Meskini E.** (**2021**), « La dette externe et la croissance économique au Maroc : une investigation empirique via ARDL », *International Journal of Management Sciences*, vol. 4, n°1.

**Pattillo C.A., et al.**(**2004**), « What are the Channels Through Which External Debt Affects Growth? », SSRN Scholarly Paper, n°ID 878838, Rochester, NY, Social Science Research Network.

**Presbitero A.F.** (**2012**), « Total Public Debt and Growth in Developing Countries », *The European Journal of Development Research*, vol. 24, n°4, pp. 606‑626.

**Reinhart C.M. et Rogoff K.S.** (**2010**), « Growth in a Time of Debt », *American Economic Review*, vol. 100, n°2, pp. 573‑578.

**Yapo L.** (**2002**), « Déterminants de l’endettement extérieur des PPTE: Cas de la Côte d’Ivoire », Working Paper, n°2002/14, WIDER Discussion Paper.

# 

# ANNEXES

**Annexe A : test de stationnarité des séries**

* **Pour le PIB par habitant**









**\*gexpend**





  
**\*inves**



**Annexe B : test sur les résidus**

* **Test de robustesse**



* **Normalité de l’erreur**



* **Test d’Héteroscedasticité**



* **Autocorrélation**



**Annexe B : Résultats du modèle 1**



**Annexe C : Résultats du modèle 2**



**Annexe C : Résultats du modèle 3**













* **inflation**







\*trade





**Table des matières**

[DEDICACES i](#_Toc72144225)

[REMERCIEMENTS ii](#_Toc72144226)

[SOMMAIRE iii](#_Toc72144227)

[LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX iv](#_Toc72144228)

[**LISTE DES GRAPHIQUES iv**](#_Toc72144229)

[**LISTE DES TABLEAUX iv**](#_Toc72144230)

[SIGLES ET ABRIEVIATIONS v](#_Toc72144231)

[RESUME vi](#_Toc72144232)

[ABSTRACT vi](#_Toc72144233)

[INTRODUCTION 1](#_Toc72144234)

[PREMIERE PARTIE: CONCEPTUALISATIONDE L’ETUDE: PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE, FAITS STYLISES ET LES FONDEMENTS THEORIQUES 4](#_Toc72144235)

[CHAPITRE1 : PRESENTATION DE L’ENTREPRISE ET FAITS STYLISES PORTANT SUR LA CROISSANCE ET LA DETTE EXTERIEURE 5](#_Toc72144236)

[SECTION 1: PRESENTATION DE L’INSTITUTION D’ACCEUIL 5](#_Toc72144237)

[I-Présentation de l’Institut National de la Statistique (INS)5](#_Toc72144238)

p[1- Organisation de l’INS 5](#_Toc72144239)

[2- Les objectifs de l’INS 5](#_Toc72144240)

[II- Présentation de la cellule d’analyse économique (CAE) 6](#_Toc72144241)

[1- La cellule d’analyse économique 6](#_Toc72144242)

[2- Objectifs de la cellule d’analyse économique 6](#_Toc72144243)

[SECTION2: DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE : CONCEPTS ET EVOLUTION DES DIFFERENTES VARIABLES 6](#_Toc72144244)

[I- DEFINITION DES CONCEPTS 7](#_Toc72144245)

[1- La dette publique 7](#_Toc72144246)

[2- La croissance économique 7](#_Toc72144247)

[3- Lexique de la dette 7](#_Toc72144248)

[a- Le créancier 7](#_Toc72144249)

[b- Encours de la dette 7](#_Toc72144250)

[*c-* Service de la dette 8](#_Toc72144251)

[d- Restructuration de la dette 8](#_Toc72144252)

[II- FAITS STYLISES SUR LA CROISSANCE ET LA DETTE EXTERIEURE 8](#_Toc72144253)

[1- Descriptif de la croissance économique en Côte d’Ivoire 8](#_Toc72144254)

[a- La période du miracle ivoirien: de 1960 à 1977 8](#_Toc72144255)

[b- La crise économique et l’ajustement structurel: de 1980 à 1993 9](#_Toc72144256)

[c- Les crises politiques et militaires: de 1994 à 2011 9](#_Toc72144257)

[d- Le renouveau économique : De 2012 à 2018 10](#_Toc72144258)

[2- Evolution de la dette publique extérieure en Côte d’Ivoire 10](#_Toc72144259)

[CHAPITRE 2: REVUE DE LITTERATURE 12](#_Toc72144260)

[Section 1: Revue de littérature théorique 12](#_Toc72144261)

[1- Point de vue des classiques et néoclassiques 12](#_Toc72144262)

[2- Le point de vue des keynésiens et néo-keynésiens 13](#_Toc72144263)

[3- Politiques alternatives 14](#_Toc72144264)

[Section 2: Revue de littérature empirique 15](#_Toc72144265)

[DEUXIEME PARTIE: ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D’IVOIRE 19](#_Toc72144266)

[CHAPITRE 3: DONNES DE L’ETUDE ET METHODOLOGIE 20](#_Toc72144267)

[SECTION 1 : PRESENTATION DES VARIABLES ET SOURCE DES DONNEES 20](#_Toc72144268)

[1- PRESENTATION DES VARIABLES 20](#_Toc72144269)

[a- La variable dépendante ou endogène: le PIB Réel par habitant 20](#_Toc72144270)

[b- Les variables explicatives ou exogènes 20](#_Toc72144271)

[2- Source des données de l’étude 21](#_Toc72144272)

[SECTION 2: METHODES D’ESTIMATIONS 22](#_Toc72144273)

[1- Présentation des modèles théoriques et empiriques 22](#_Toc72144274)

[2- Processus d’estimations 23](#_Toc72144275)

[a- Test de stationnarité ou de racine unitaire 23](#_Toc72144276)

[b- Choix du modèle économétrique et spécification 24](#_Toc72144277)

[c- Test de cointégration 24](#_Toc72144278)

[CHAPITRE 4: PRESENTATION, ANALYSE ET DISCUSSIONS DES RESULTATS DES TESTS ECONOMETRIQUES 25](#_Toc72144279)

[SECTION 1:TESTS DE DIAGNOSTIC 25](#_Toc72144280)

[I- Statistiques descriptives sur les différentes du modèle 25](#_Toc72144281)

[1- La matrice de corrélation entre les séries 26](#_Toc72144282)

[2- Les tests de stationnarité 27](#_Toc72144283)

[3- Test de cointégration de Pesaran et al 28](#_Toc72144284)

[a- La détermination du décalage optimal 28](#_Toc72144285)

[b- Test de cointégration de Pesaran et al (2001) 29](#_Toc72144286)

[SECTION2: PRESENTATION, INTERPRETATION DES RESULTATS ET DISCUSSIONS 29](#_Toc72144287)

[I- INTERPRETATION DES RESULTATSDU MODELE ARDL 1 29](#_Toc72144288)

[1- Résultat des estimations à court-terme 29](#_Toc72144289)

[2- Résultat des estimations à long terme 31](#_Toc72144290)

[II- INTERPRETATION DES RESULTATS DES MODELES 2 ET 3 32](#_Toc72144291)

[III- DISCUSSION DES RESULTATS 34](#_Toc72144292)

[CONCLUSION GENERALE 36](#_Toc72144293)

[Bibliographie 37](#_Toc72144294)

[ANNEXES 38](file:///C:\Users\HP\Desktop\Minimémoire%20V4.docx#_Toc72144295)

1. Au nombre des chocs exogènes, l’on peut citer la hausse des prix du pétrole en 1973 résultant de la décision de diminution de la production de pétrole en vue de jouer sur les prix [↑](#footnote-ref-2)
2. L’effet d’éviction est un effet mis en évidence par les monétaristes libéraux (R.G. Hawtrey, M.friedman). Selon cette théorie, **une dépense publique supplémentaire** financée par l’emprunt auprès agents non bancaires élève les taux d’intérêts et conduit à **une baisse des dépenses du secteur privé.** [↑](#footnote-ref-3)